

**REPUBLIQUE DU NIGER**



**FRATERNITE – TRAVAIL - PROGRES**

---

**Projet d'Allocution de SEM Brigi RAFINI**

**PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT**

**A l'occasion de la 3<sup>ème</sup> conférence des Nations Unies sur le Financement du  
Développement**

**Addis Abéba, ETHIOPIE**

**13 au 16 juillet 2015**

**Monsieur le président,**

**Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de  
Gouvernement ;**

**Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies ;**

**Monsieur le Secrétaire Exécutif de la Commission  
Economique des Nations Unies pour l'Afrique ;**

**Honorables participants à la 3<sup>ème</sup> conférence des Nations  
Unies sur le Financement du développement,**

Permettez-moi tout d'abord de vous transmettre les salutations  
chaleureuses de son SEM Issoufou MAHAMADOU, Président  
de la République, Chef de l'Etat du Niger ainsi que ses vœux  
de plein succès pour la présente rencontre. Je voudrais,  
Monsieur le président, vous adresser, au nom de ma délégation  
et à mon nom propre, mes vives félicitations pour votre élection  
à la direction de nos travaux.

Je voudrais également adresser au gouvernement et au  
peuple éthiopien nos sincères remerciements pour l'accueil  
chaleureux et l'hospitalité toute africaine dont nous avons été  
objet ici à Addis abéba. Au Secrétaire Général des Nations  
Unies, Monsieur Ban Ki Moon, nous rendons un hommage  
mérité pour ses efforts inlassables dans le cadre de  
l'organisation de cette conférence.

**Monsieur le Président,**

La présente conférence qui fait suite à celles de Monterey et de Doha intervient dans un contexte où la communauté internationale s'attèle à asseoir un ambitieux programme de développement pour l'après 2015. Programme, qui va succéder aux OMD et qui vise pour l'essentiel à promouvoir les dimensions socioéconomiques et environnementales en vue d'un développement durable et inclusif.

Ma délégation s'associe aux déclarations faites par l'Afrique du Sud au nom du groupe des 77 + la Chine, par le Benin au nom des PMA et par la Zambie au nom des pays en développement sans littoral.

Toutefois, au titre de mon pays, voudrait faire quelques remarques :

Au Niger, nous avons depuis longtemps compris qu'il n'y a pas de développement sans sécurité. C'est pourquoi, en l'état actuel des relations économiques internationales et de l'interdépendance qui caractérise nos économies, nous pensons que toute recherche de solution au problème développement durable doit nécessairement inclure une dimension sécurité.

C'est dire qu'au-delà des actions classiques d'aide humanitaire et d'appuis ponctuels au développement, nous aspirons

aujourd'hui à la mise en place des systèmes et des conditions permettant d'asseoir les bases d'un développement durable et inclusif.

**Monsieur le Président,**

La présente conférence, devrait nous permettre de définir des mécanismes adéquats durables de mobilisation de ressources conséquentes pour relever collectivement et efficacement les défis identifiés.

La conférence devait à cet égard répondre aux préoccupations majeures suivantes :

- **la prise en charge effective du financement des questions de sécurité, en particulier la lutte contre le terrorisme et le crime organisé ;**
- **le financement des actions visant à atténuer les effets des changements climatiques et/ou à s'y adapter.**
- **le renforcement des capacités des pays en développement à travers le financement de la construction d'infrastructures économiques et socio-éducative.**

**En effet, devant la faiblesse de nos ressources internes, dont une bonne partie est absorbée par les efforts consentis dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, la réduction drastique de l'Aide Publique**

**au Développement découlant d'une sorte de lassitude des partenaires, très peu d'opportunités s'offrent à nous pour assurer le développement de nos infrastructures et de notre capital humain, deux facteurs indispensables à une croissance inclusive et durable.**

**Monsieur le président,**

le Niger qui se trouve à la fois dans la catégorie des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral, mène néanmoins des réformes pertinentes en matière institutionnelle et des actions hardies en matière des finances publiques, de bonne gouvernance, de lutte contre la corruption, de finances publiques, de lutte contre le blanchiment des capitaux, le trafic illicite de tout genre et d'enrichissement illicite. Ces efforts méritent d'être reconnus, à leur juste valeur, par les partenaires à travers une allocation des ressources accrues.

En tout état de cause ces efforts seront poursuivis en vue d'améliorer l'environnement sain des affaires afin d'encourager les investissements directs étrangers et de maintenir un cadre propice pour les partenariats publics privés (PPP) qui commencent à fournir des résultats probants, même si notre préférence reste porter sur l'aide publique au développement.

**Monsieur le Président**

Je termine mon propos en formulant le vœu ardent de voir nos travaux couronnés de succès avec l'adoption d'un document négocié comportant des engagements concrets et précis pour le financement du développement.

**JE VOUS REMERCIE**